

Le modèle de développement socio- économique au Maroc – Limites du Passé et Perspectives de l’Avenir : Focus sur l’Éducation, la Formation et l’Emploi

Sara, LIFANDALI
Doctorante – Chercheure
lifandalisara996@gmail.com

Résumé

Le modèle de développement socio-économique au Maroc – Limites du Passé et Perspectives de l'Avenir : Focus sur l'Éducation, la Formation et l'Emploi

Depuis le recouvrement de son indépendance et le parachèvement de son intégrité territoriale, le Maroc a engagé une multitude de politiques et réformes économiques et sociales devant promouvoir son développement d'une manière inclusive et durable. Certaines politiques ont pu être d'ores et déjà mises en place avec succès ; d'autres doivent être revues en urgence. Compte tenu des défis à relever dans tous les domaines, le Maroc continue à poursuivre sa quête de développement économique et social jusqu'à aujourd'hui notamment dans le domaine de l'éducation-formation-emploi qui vient en tête de la liste des préoccupations des citoyens.

Le triptyque éducation-formation-emploi, chantier de grande ampleur, doit être remodelé et adapté au contexte national afin de garantir une éducation et un enseignement équitables et inclusifs à tous les niveaux d'apprentissage aussi bien au public qu'au privé et de booster l'employabilité des jeunes quel que soit leur milieu social, leur territoire ou leur genre.

Mots-clés : éducation, formation, emploi, inégalités, capital humain, développement socio-économique

Classification JEL : I25, I23, E24, I24, J24, I25

Abstract

The Socio-Economic Development Model in Morocco - Limits of the Past and Perspectives for the Future: Focus on Education, Training and Employment

Since regaining its independence and achieving territorial integrity, Morocco has undertaken a multitude of economic and social policies and reforms to promote its development in an inclusive and sustainable manner. Some policies have already been successfully implemented; others need to be urgently reviewed. Given the challenges in all areas, Morocco continues to pursue its quest for economic and social development to this day, particularly in the area of education-training-employment, which tops the list of citizens' concerns.

The education-training-employment triptych, a large-scale project, must be reshaped and adapted to the national context in order to guarantee equitable and inclusive education and teaching at all levels of learning, both public and private, and to boost the employability of young people regardless of their social background, territory or gender.

Keywords: education, training, employment, inequalities, human capital, socio-economic development

JEL classification: I25, I23, E24, I24, J24, I25

الملخص

نموذج التنمية الاقتصادية والاجتماعية في المغرب - إكراهات الماضي وآفاق المستقبل :
تسليط الضوء على التعليم ، التدريب والتشغيل

منذ استعادة استقلاله واستكمال وحدة أراضيه، شرع المغرب في العديد من السياسات والإصلاحات الاقتصادية والاجتماعية لتعزيز تنميته بطريقة شاملة ومستدامة. بعض السياسات تم تنفيذها بنجاح، في حين تحتاج أخرى إلى مراجعة عاجلة. بالنظر إلى التحديات التي يجب مواجهتها في جميع المجالات، يواصل المغرب سعيه لتحقيق التنمية الاقتصادية والاجتماعية حتى اليوم خصوصا في مجال التعليم، التدريب والتوظيف الذي يتصدر قائمة اهتمامات المواطنين. مشروع التعليم، التدريب والتوظيف مشروع واسع النطاق، يجب إعادة تشكيكه وتكييفه مع السياق الوطني من أجل ضمان تعليم منصف وشامل على جميع مستويات التعلم، العام والخاص على حد سواء، وتعزيز إمكانية توظيف الشباب بغض النظر عن خلفيتهم الاجتماعية أو إقليمتهم أو جنسهم.

التنمية، البشري المال رأس، المساواة عدم، التوظيف، التدريب، التعليم: المفاتيح الكلمات
والاقتصادية الاجتماعية

Introduction

Durant ces dernières décennies, de nombreux pays ont connu des transformations économiques et sociales d'une ampleur exceptionnelle, ceci est à l'origine d'un profond changement de leurs modèles de développement. Dans ce sillage, nous pouvons mettre en exergue le rôle primordial de chaque puissance publique dans le développement de son pays ainsi que la qualité des Hommes dont elle dispose. Aucun Modèle de développement ne saurait être performant sans le renforcement du capital humain, seule véritable richesse de chaque pays, d'où l'urgence de la réforme du système de l'éducation et de la formation qui est l'une des préoccupations majeures de chaque pays et qui constitue la pierre angulaire de toute stratégie de développement.

Toute réforme éducative doit répondre à trois principaux objectifs :

- **Généraliser la scolarisation pour une population instruite** : Ce premier objectif est dit quantitatif car il vise toute la population en âge de scolarisation (accès, gratuité, proximité, obligation, etc.) en allouant tous les moyens nécessaires avec une égalité des chances à toutes et à tous.

- **Garantir la réussite scolaire et veiller à la qualité de l'offre éducative** : Après avoir atteint le premier objectif, la question de la qualité de l'éducation se pose : décrire ce qui a été fait et ce qui n'a pas marché, expliquer le pourquoi de l'échec, prédire pour pouvoir changer, il est de type qualitatif et correctif car il remet en cause plusieurs composantes à savoir la pédagogie, les curricula, la formation des enseignants et leur condition de travail, les réformes éducatives, etc.

- **Faire émerger de nouveaux potentiels pour un nouveau modèle de développement** : cet objectif est dit transformationnel car il remet en cause et implique tous les acteurs concernés pour un nouveau projet de société ayant une nouvelle vision d'avenir.

Le Maroc à son tour, a élaboré une multitude de politiques et réformes dans plusieurs domaines notamment ceux de l'éducation, la formation et l'emploi, ces réformes devant booster le développement humain du pays et ce dans le cadre de ses grandes transformations et de ses nouvelles orientations stratégiques visant la reconsidération du modèle de développement actuel. Cette nouvelle vision stratégique s'est inscrite dans un processus de planification et de mise en œuvre de plusieurs chantiers structurants.

À chaque phase de la réforme éducative nationale, l'État s'engage dans une série de mesures qui semblent porteuses d'espoir. Après une période de lancement de ces mesures et leur mise en application, nous concluons que la sélection de ces dernières n'a pas fait l'objet d'une analyse ou d'une réflexion pertinente et pointue. Certaines stratégies sont trop ambitieuses eu égard le potentiel et la capacité du Maroc voire même contradictoires. Ensuite, on procède à de nouveaux changements d'appellations et de périmètres des instances gouvernementales pour s'engager une nouvelle fois dans d'autres réformes éducatives menant au même résultat à savoir l'échec.

1. Le système national de l'éducation et de la formation

1.1. Le système éducatif national après l'indépendance : entre l'héritage colonial et la recherche d'autonomie.¹

Le système éducatif colonial s'est poursuivi après l'indépendance ce qui prouve la relation étroite entre les résultats des politiques éducatives actuelles et leurs fondements coloniaux.

Les politiques éducatives héritées de la période coloniale ont présenté plusieurs dysfonctionnements entravant la performance du système éducatif national et malgré les efforts consentis par le Maroc, de nombreuses survivances du passé perdurent au détriment du système éducatif national dont :

- La dualité linguistique et culturelle du protectorat français au détriment des langues et cultures nationales ;
- La dispersion du système éducatif national à cause de l'existence de plusieurs types d'écoles ;
- L'élitisme et l'éclectisme pratiqués pendant la période coloniale au détriment des élèves marocains ;
- La marginalisation des écoles traditionnelles (Zaouïas et M'sids).

Au lendemain de l'indépendance, le Maroc s'est interrogé sur sa future école, car il était temps donc de mettre fin aux politiques éducatives coloniales et d'entamer une réflexion sur les transformations et réformes éducatives à entreprendre en tenant compte les spécificités du pays pour aller de l'avant.

Pour pallier ces différents dysfonctionnements, le Maroc a orienté le système éducatif national autour de 4 principaux axes : L'Unification, la Généralisation, l'Arabisation et la Marocanisation du système éducatif.

1.2. Processus d'évolution du système éducatif marocain et réformes éducatives mises en place depuis l'indépendance jusqu'aujourd'hui

Le processus d'évolution du système éducatif marocain comprend quatre principales phases :

1.2.1. Phase 1956 - 1960

Cette période a été marquée par le recouvrement de l'indépendance du Maroc et le parachèvement de l'intégrité territoriale nationale et aussi par la création du ministère de l'Éducation.

L'objectif ultime de l'État pendant cette période était de supprimer les politiques éducatives héritées de la période coloniale et de procéder à l'unification et à la marocanisation du système éducatif national.

1.2.2. Phase 1960 - 1982

L'État a été le seul détenteur de pouvoir pour gérer le système éducatif national. L'objectif était de généraliser la scolarisation dans tout le royaume, de former des

¹ Chafiqi, F., Alagui, A. (2011), « Réforme éducative au Maroc et refonte des curricula dans les disciplines scientifiques », Carrefours de l'éducation, vol. s1, n°3, p. 29-50.

cadres marocains capables de remplacer les étrangers et d'occuper des postes de responsabilité au sein de l'appareil administratif. Cette stratégie a entraîné une négligence des enseignements primaire et secondaire au profit de l'enseignement supérieur.

Entre 1960-1964², un plan quinquennal est entré en application. L'objectif général de ce plan d'enseignement était de lutter contre l'ignorance et l'analphabétisme et de créer une école nationale. Il se proposait en particulier :

- De doubler le taux global de la scolarisation primaire qui doit passer en 5 ans de 38 à 76 % ;
- Dès 1963, de faire passer à 100 %, le taux de scolarisation de base des enfants en âge de scolarisation ;
- De créer « un cycle de sauvetage pour les enfants âgés entre 10 et 14 ans en leur dispensant les connaissances de base ;
- D'unifier l'enseignement primaire. Les élèves français doivent être pris en charge par la mission universitaire et culturelle française ;
- De procéder à l'arabisation pour les premières années de l'enseignement primaire ;
- De normaliser le taux global de scolarisation sur l'ensemble du Royaume ;
- De valoriser la fonction enseignante.

L'enseignement n'est devenu obligatoire qu'en 1963³ pour les enfants dont la tranche d'âge est entre 6 ans et 13 ans, mais la majorité des enfants ont commencé de prendre le chemin de l'école qu'à partir des années 70, principalement dans le milieu urbain.

En 1973⁴, un plan de développement économique et social d'urgence étalé sur 4 ans, a été lancé par le gouvernement afin de « marocaniser » l'école publique, d'arabiser l'enseignement en primaire et secondaire dans l'ensemble des cours sauf ceux des mathématiques et des sciences et de remplacer les enseignants français par un corps professoral marocain. Le gouvernement a maintenu le français comme langue d'enseignement au niveau supérieur, car il était impossible d'arabiser tous les niveaux d'apprentissage et d'allouer les ressources humaines nécessaires à cette fin. Cependant, toutes ces politiques éducatives entreprises par le gouvernement manquent d'un plan de continuité et d'une vision à long terme. À noter qu'entre 1956 et 1977, une vingtaine de ministres de l'éducation nationale ont tenté de réformer le système éducatif sans aucune continuité ou cohérence entre les anciennes et les nouvelles réformes éducatives.

² Chafiqi, F., Alagui, A. (2011), « Réforme éducative au Maroc et refonte des curricula dans les disciplines scientifiques », Carrefours de l'éducation, vol. s1, n°3, p. 29-50.

³ Dahir n° 1-63-071 du 25 jourmada II 1383 (13 novembre 1963) relatif à l'obligation de l'enseignement

⁴ Abdous, K. (2020), « Privatisation de l'éducation au Maroc : Un système d'éducation à plusieurs vitesses et une société polarisée », Internationale de l'éducation, p. 7-11.

1.2.3. Phase 1982 - 1999

L'État s'est trouvé incapable de gérer les demandes croissantes d'éducation d'une population importante en âge de scolarisation à la suite d'une forte croissance démographique en 1960 et 1970. Son incapacité financière a abouti à la privatisation du système éducatif notamment l'enseignement supérieur.

Cette période a connu une diminution du nombre d'inscription dans le niveau primaire à partir de l'année scolaire 1983/84 jusqu'au début des années 90 affectant négativement les enfants du milieu rural.

En 1995, un rapport d'évaluation de la Banque Mondiale fait état « d'une situation alarmante, du système éducatif marocain ». Le défunt Roi Hassan II a déclaré dans son discours royal que « Le Maroc est au bord de la crise cardiaque »⁵ et a rappelé l'urgence de réformer l'éducation ce qui a donné lieu à la création de la charte nationale de l'éducation et la formation.

1.2.4. Phase 1999 - Aujourd'hui⁶

Cette phase a été marquée par la mise en œuvre de plusieurs réformes dont la chronologie se présente comme suit :

- **1999** : l'adoption de la Charte nationale de l'Éducation et la Formation (CNEF) en 1999 qui s'articule autour de trois principaux objectifs à savoir l'amélioration continue de la qualité de l'éducation et de la formation, l'extension de l'enseignement et son ancrage à l'environnement économique et l'amélioration de la gouvernance, l'évaluation continue et la décentralisation du système de l'éducation et de la formation.

- **2009** : l'élaboration du programme d'urgence pour accélérer la réalisation des objectifs de la CNEF.

- **2013 – 2015** : la mise en place d'un plan d'action axé sur les mesures prioritaires à mettre en œuvre pour remédier aux problèmes de l'éducation.

- **2015** : L'adoption de la Vision Stratégique de la Réforme 2015 – 2030 par le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique pour une école nouvelle fondée sur **l'équité et l'égalité des chances, la qualité pour tous et la promotion de l'individu et de la société.**⁷

- **L'équité et l'égalité des chances, à savoir :**

- Garantir le droit et l'égalité d'accès à l'éducation aux enfants (filles et garçons) notamment en milieu rural sans aucune forme de discrimination,
- Généraliser l'accès à l'éducation pour toutes les tranches d'âge notamment celles entre 4 et 15 ans,

⁵ Chambre des représentants du Royaume du Maroc. (1995), « Discours royaux : Le discours de feu Sa Majesté le roi Hassan II à l'occasion de l'ouverture de l'année législative 1995-1996 ».

⁶ Chambre de la Cour des comptes. (2018), « Rapport relatif à l'évaluation du programme d'urgence », p. 51.

⁷ Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2015), « Vision Stratégique de la Réforme 2015 – 2030 », p. 16-78.

- Mobiliser et allouer les ressources nécessaires à la mise en place d'un système d'enseignement accessible et de qualité,
- Assurer des équipements, des approches et infrastructures de qualité,
- Généraliser et rendre obligatoire l'enseignement préscolaire, ceci exige la forte implication de l'État, des familles et des collectivités territoriales.

- **La qualité pour tous, à savoir :**

- Rénover les métiers de l'enseignement, de la formation et de la gestion,
- Structurer et flexibiliser tous les cycles du système éducatif marocain,
- Diversifier les passerelles entre les établissements donnant l'accès à d'autres formations permettant à l'étudiant de multiplier ses choix de carrière et de confirmer son projet professionnel,
- Développer un système pédagogique performant, flexible et efficace,
- Agir contre les déficits linguistiques et diversifier les langues d'enseignement,
- Booster le système de recherche marocain (scientifique et technique) et promouvoir l'innovation,
- Assurer une bonne gouvernance de l'école marocaine.

- **La promotion de l'individu et de la société et à ce titre :**

- Offrir des formations en parfaite adéquation avec les attentes des entreprises et les métiers émergents pour une meilleure insertion professionnelle,
- Promouvoir l'intégration sociale et culturelle,
- Insuffler les valeurs de la citoyenneté, la démocratie et l'égalité dans la société,
- Encourager l'apprentissage tout au long de la vie,
- Construire une économie fondée sur le savoir et la connaissance,
- Maintenir la position du Maroc parmi les pays émergents.

● **2019** : L'élaboration du projet loi-cadre 51-17 « loi d'orientation » : Elle comprend 6 lois d'application, 79 décrets et 80 décisions ministérielles. Cette loi est considérée comme une feuille de route qui encadrera les réformes éducatives entreprises par la Vision Stratégique de la Réforme 2015 – 2030 sur tous les sujets notamment ceux de l'obligation de l'enseignement préscolaire, la dimension linguistique, la gratuité de l'enseignement, la déperdition et l'abandon scolaire, la scolarisation de la fille du milieu rural, la promotion de la recherche scientifique, etc.

2. Défaillance du système éducatif marocain et son impact sur l'employabilité

Le Maroc connaît pendant plusieurs années des fragilités et dysfonctionnements au niveau de son système éducatif qui manque d'une vision à long terme et d'une planification stratégique axée sur les résultats. Ces insuffisances et défaillances n'ont pas tardé à se manifester et à se reproduire, chose qui nous oblige à évoquer une liste exhaustive de principaux dysfonctionnements et irrégularités qui impactent négativement la performance du capital humain national.

2.1. Inégalités sociales

À l'occasion du Forum économique mondial de Davos qui s'est tenu en janvier 2018, l'ONG Oxfam a publié dans son rapport intitulé « Partager la richesse avec ceux et celles qui la créent » les statistiques suivantes :⁸

- Le Maroc est le pays le plus inégalitaire d'Afrique du Nord ;
- Les riches au Maroc consomment 12 fois plus que les pauvres ;
- 44 milliards de dirhams sont détenus seulement par 3 milliardaires marocains soit une consommation de 375 000 Marocains ;
- Un marocain sur deux a un revenu inférieur à 11 589 DH par an soit 996 DH par mois. La situation est plus critique en milieu rural où 50 % des habitants vivent avec moins de 8 678 DH par an contre 14 270 DH en milieu urbain ;
- Plus de 1,6 % million de personnes restent pauvres et 4,2 millions sont dans une situation vulnérable ;
- 1/3 de la population marocaine est encore analphabète (60 % des femmes en milieu rural) ;
- 10 % des scolarisés en primaire abandonnent leur scolarité en secondaire ;
- Un Marocain scolarisé pendant 4,4 ans soit deux ans moins que la moyenne des pays arabes (6,3 ans) et plus de trois ans de moins que la moyenne mondiale (7,7 ans).

Des chiffres brûlants qui devraient conduire à une intervention urgente des pouvoirs publics pour assurer l'égalité des chances à toutes et tous.

L'héritage des inégalités sociales et les conditions socio-économiques des familles impactent directement le rendement des enfants. La survie et la réussite scolaires sont liées souvent au milieu d'origine de l'enfant.

Pauvreté, vulnérabilité, alphabétisme, manque de suivi des enfants, précarité des familles... Tant d'obstacles sociaux qui entravent l'apprentissage à l'école.

L'enquête internationale TIMSS⁹ de 2015 qui a concerné les niveaux primaires et collèges a confirmé la relation étroite entre les scores des acquis des élèves et les conditions socio-économiques de leurs familles. Le niveau d'études et le statut professionnel des parents creusent le fossé entre les élèves issus des milieux familiaux favorables et ceux appartenant à des couches défavorisées.

2.2. Inégalités territoriales

Les disparités territoriales impactent plus la population rurale qui souffre de plusieurs types de marginalisation dans les différents domaines notamment celui de l'éducation et de la formation :

⁸ ONG Oxfam. (2018), « Partager la richesse avec ceux et celles qui la créent ».

⁹ Trends in International Mathematics and Science Study est une enquête internationale sur les acquis scolaires, coordonnée par l'International Association for the Evaluation of Educational Achievement. Elle porte sur les mathématiques et les sciences.

- La moyenne d'années de scolarisation pour la population âgée de 15 ans et plus est de 7,13 années en milieu urbain contre seulement 3,24 années en milieu rural avec une moyenne nationale de 5,64.¹⁰

- En 2016-2017, le taux spécifique de scolarisation a atteint 96,9 % en milieu urbain et 75,8 % en milieu rural pour la catégorie d'âge de 12-14 ans. 86 % dans l'urbain et 40,6 % dans le rural pour la catégorie des 15-17 ans. La population âgée de 18 ans et plus a enregistré un taux de 13,3 % en milieu urbain et 2,3 % en milieu rural en 2014.¹¹

- Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2014), le taux d'alphabétisation a atteint 77,4 % en milieu urbain contre 52,5 % en milieu rural.¹²

- Conditions de travail précaires des enseignants du milieu rural (infrastructures dégradées, conditions climatiques défavorables, insuffisance du matériel, problèmes de déplacement, faible motivation des apprenants, conditions lamentables d'apprentissage, nombre d'élèves par classe...).

2.3. Inégalités de genre

Selon le rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 2019 sur le développement humain, le Maroc est classé parmi les pays ayant un niveau d'inégalités très élevé entre les hommes et les femmes avec un indice de développement du genre (IDG) de 0,833. Ce dernier est calculé à partir des scores du développement humain des femmes et des hommes, soit respectivement 0,603 et 0,724.

- La moyenne d'années de scolarisation, pour la population âgée de 15 ans et plus, est de 6,52 pour les garçons contre seulement 4,8 pour les filles avec un indice de Gini¹³ respectivement de 0,45 et 0,60 pour la même catégorie d'âge.¹⁴

- Le sexe féminin ne dépasse pas les 45 % dans l'enseignement préscolaire contre 53,9 % pour le sexe masculin. La situation est plus alarmante en milieu rural où l'enseignement préscolaire (écoles coraniques, m'sids) est consacré souvent aux garçons.¹⁵

- L'écart entre sexes est beaucoup plus significatif en milieu rural qu'en milieu urbain. La fille rurale est assujettie aux différents types d'inégalités, elle est

¹⁰ Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2017), « Atlas territorial des disparités », p. 15-39.

¹¹ Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2018), « Une école de justice sociale, une contribution à la réflexion autour du modèle de développement », p. 6-18.

¹² Haut-Commissariat au Plan. (2014), Données du Recensement général de la population de l'habitat.

¹³ L'indice de Gini mesure les inégalités. Plus il s'approche de 1 plus les inégalités sont grandes.

¹⁴ Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2018), « Une école de justice sociale, une contribution à la réflexion autour du modèle de développement », p. 6-18.

¹⁵ Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2018), « Une école de justice sociale, une contribution à la réflexion autour du modèle de développement », p. 6-18.

désavantagée à la fois par rapport à sa sœur urbaine et par rapport au garçon rural du fait du seul sexe.

L'origine sociale, le milieu d'habitat et le sexe amplifient à la fois les inégalités sociales et scolaires pour la population féminine rurale.

2.4. Disparités public-privé

Le système éducatif national connaît une cohabitation du système public et privé.

Ce système qui devrait être le garant de la qualité de l'enseignement et l'équité sociale va renforcer et reproduire les inégalités des chances à travers la privatisation de l'éducation.

L'école privée qui était dédiée aux élèves connaissant un échec scolaire, est devenue aujourd'hui une source de ségrégation scolaire. Elle est réservée qu'aux élèves issus des familles capables de prendre en charge les frais d'éducation. Ces derniers ne sont ni plafonnés ni encadrés par les autorités nationales.

Selon l'enquête nationale sur « Les ménages et l'éducation : perceptions, attentes, aspirations et coûts » établie par Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique :¹⁶

- La moyenne des dépenses en éducation du ménage dans le milieu urbain est de 767 DH pour le préscolaire dans le public contre 4,623 DH dans le privé.

- 19 % des ménages ont contracté un prêt pour payer les frais de scolarité de leurs enfants.

- Le coût de scolarisation d'un enfant d'une école privée est 12,7 fois plus que celui d'un enfant de l'école publique.

- Plus de 80,5 % jugent que le corps professoral du privé est meilleur que ceux du public, ajoutant aussi la qualité des infrastructures, la sécurité, l'écoute active de l'administration, l'accès à la cantine et à l'internat, etc.

2.5. Disparités de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur au Maroc se caractérise par la coexistence de deux systèmes d'enseignement (système à accès régulé et système à accès ouvert) et aussi par la diversité des établissements.

Le système régulé est conditionné par un système de seuils d'admission et un concours d'accès. La sélection des étudiants diffère d'un établissement à l'autre.

Le système non régulé permet un accès ouvert à tous les bacheliers souhaitant intégrer l'enseignement public.

La coexistence de ces deux systèmes crée une certaine disparité entre les jeunes marocains. Ainsi :

¹⁶ Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2019), « Les ménages et l'éducation : perceptions, attentes, aspirations et coûts », p. 31-51.

- Le coût d'un étudiant de l'établissement à accès régulé est presque quatre fois de celui de l'établissement à accès ouvert ;¹⁷
- La dévalorisation des recruteurs du système non régulé ;
- Le taux d'abandon au niveau de l'enseignement supérieur non régulé est de 25 % pendant la première année d'études, 40,2 % après les deux ans qui suivent et 20,9 % après trois années d'études dans ce système ;¹⁸
- Les formations universitaires sont basées sur un fort socle théorique négligeant souvent la pratique,
- Difficulté du passage de la Licence vers le Master (exigences d'admission, nombre de places limité...) ;
- Les diplômés de l'établissement à accès ouvert sont les plus confrontés aux problèmes d'insertion professionnelle et trouvent des difficultés à décrocher un emploi.

Toutes ces défaillances et inégalités ont contribué d'une façon directe à aggraver les problèmes de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés et de la situation de l'employabilité au Maroc.

L'employabilité demeure une préoccupation transversale et commune aux jeunes diplômés soucieux de leur avenir et de leur épanouissement culturel et intellectuel, aux enseignants réclamant les conditions dans lesquels ils exercent leur métier et soucieux d'offrir un enseignement de qualité, aux dirigeants d'entreprise éprouvant des difficultés à recruter de bons profils et aux acteurs politiques soucieux de la citoyenneté et du civisme de toute la population.

Dans ce labyrinthe, le premier pointé du doigt est le système national d'éducation-formation. Afin de l'orienter et de l'adapter aux besoins du marché de l'emploi, une multitude de mesures et d'initiatives ont été engagées par l'État :

- Former un capital humain qualifié capable de réussir les plans de développement économique du pays qui se déclinent en stratégies sectorielles (Agriculture : Plan Maroc Vert, Industrie : Plan d'accélération industrielle, Tourisme : Vision 2020, Logistique : Stratégie de Compétitivité Logistique, Commerce : Plan RAWAJ, Énergies Renouvelables : Stratégie énergétique 2030, Pêche maritime : Plan Halieutis, Ports : Stratégie portuaire à l'horizon 2030, etc.),
- Création d'établissements universitaires à caractère professionnalisant,
- Mise en place des licences appliquées (LA),
- Programme National de Formation - Insertion (PNFI),
- Programme des Formations qualifiantes,
- Formations professionnalisantes de 3ème cycle,

¹⁷ Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2018), « L'enseignement supérieur au Maroc, Efficacité, efficience et défis du système universitaire à accès ouvert », p. 55.

¹⁸ Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2018), « La mise en œuvre de la Charte nationale d'Éducation et de Formation 2000-2013 », p. 103.

- Programme FORMANTIC,
- Formations au service des entreprises,
- Initiative de 10 000 travailleurs sociaux à l'horizon 2012,
- Programme de la formation universitaire pour l'Offshoring,
- Initiative 3300 médecins à l'horizon 2020,
- Contrat de Développement de l'Université (2009-2012) : Programme d'Urgence,
 - Programme de formation de 10 000 cadres pédagogiques à l'horizon 2016,
 - Programme national de qualification de 25 000 licenciés chômeurs en compétences professionnelles (2016-2019),

Entre réalités et perspectives, le marché de l'emploi au Maroc est toujours au fond du gouffre. Le taux d'inactivité le plus élevé a été enregistré en 2019 chez les diplômés et les jeunes âgés entre 15 et 24 ans soit respectivement 15,7 % et 24,9 % de la population (HCP, 2019). 616.000 personnes (5,7 %) sont en situation de sous-emploi, en raison de l'insuffisance du revenu ou de l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché du travail (HCP, 2019). La situation de l'emploi au Maroc est plus alarmante à l'ère de la Covid-19. Aujourd'hui, nous faisons face à un environnement en perpétuel changement où les exigences des marchés d'emploi se multiplient et de nouveaux métiers s'imposent, notre système national de l'éducation et de la formation reste figé et défaillant d'où l'augmentation du taux d'inactivité des jeunes diplômés et du nombre de personnes qui acceptent des emplois ne correspondant pas à leur niveau de qualification et entraînant ainsi des situations de déclassement.

L'enseignement supérieur en tant que dernière phase du système de l'éducation et la formation facilitant l'intégration à la vie active devrait encourager l'émergence d'une jeunesse qualifiée et opérationnelle facilement employable, capable de répondre à diverses demandes (besoins sociaux, indépendance financière, contribution au développement économique du pays, etc.), de dépasser le dualisme Université-Grande école, d'harmoniser les programmes, équilibrer les budgets, et de faire adhérer ses deux composantes (à accès régulé et à accès ouvert) autour d'une culture commune basée sur une cohérence sociétale et une démarche qualitative et équitable pour tous.

Demain, le Maroc aura besoin d'hommes et de femmes capables de s'adapter à des situations complexes et contraignantes et de faire face à l'imprévu. Le meilleur exemple est la réalité que nous vivons aujourd'hui avec l'apparition de la Covid 19. Qui aurait pu imaginer qu'une personne malade à Wuhan pourra générer non seulement une crise sanitaire, mais une crise économique et sociale et ce n'est que le début...

3. Leviers de changement

Pour pouvoir parler d'un capital humain renforcé et d'un Maroc de compétences, il faut tout d'abord que toute personne qui impacte de près ou de loin le système éducatif fasse preuve d'un profond engagement envers le pays à savoir le gouvernement, le parlement et les différentes instances concernées, les familles

et l'étudiant en lui-même. Ces derniers doivent être conscients que la réussite du système éducatif national exige une mobilité de leur temps, leur énergie et leurs efforts et un changement axé sur les résultats permettant de renforcer et de booster l'employabilité au Maroc.

Réussir la conduite de changement du système éducatif national exige un changement à tous les niveaux d'apprentissage permettant ainsi d'assurer l'avenir des générations à venir.

3.1. Enseignement préscolaire

À ce niveau, il importe de :

- Généraliser l'enseignement préscolaire dans l'ensemble du Royaume notamment dans le milieu rural ;
- Former les enseignants à comprendre la psychologie infantine ;
- Inciter les parents à favoriser le développement sain de leurs enfants et les sensibiliser de l'importance de la période de la petite enfance qui demeure la période la plus déterminante et sensible dans la vie d'un individu ;
- S'inspirer de la pédagogie Montessori de Maria Montessori¹⁹ qui renforce la confiance en soi, l'autodiscipline et l'autonomie et de veiller au respect du rythme de chaque enfant tout en lui permettant d'évoluer en toute liberté dans un environnement sain et propice.

Investir dans la période de l'enfance est bénéfique non seulement aux enfants et à leurs familles, mais également à l'ensemble de la société d'aujourd'hui et de demain.

3.2. Enseignement primaire

À ce niveau, il faut :

- Intégrer l'instruction civique et morale au niveau des études primaires. Des enfants capables de distinguer le bien du mal, seront fortement capables de devenir des citoyens à part entière ;
- Mettre en avant les associations des parents d'élèves dans l'école publique permettant aux parents de suivre régulièrement le parcours scolaire de leurs enfants ;
- Inculquer l'esprit d'équipe chez les jeunes enfants à travers des activités sportives et extrascolaires qui demeurent quasi inexistantes dans le secteur public ;
- Améliorer les conditions de travail et la qualité de vie des enseignants du milieu rural.

3.3. Enseignement secondaire

Les présupposés sont :

- De garantir une orientation réussie dès le cycle collégial afin de permettre à l'étudiant d'avoir une vision d'ensemble des différentes spécialités existantes en

¹⁹ Maria Montessori, née le 31 août 1870 à Chiaravalle près d'Ancône dans les Marches et morte le 6 mai 1952 à Noordwijk aan Zee, est une médecin et pédagogue italienne. Elle est mondialement connue pour la méthode pédagogique qui porte son nom, la pédagogie Montessori qui repose essentiellement sur l'éducation sensorielle, l'autonomie et la kinesthésique de l'enfant.

fonction de ses qualifications, ses potentialités et ses ambitions, et ce en faisant appel à des spécialistes dans le domaine ;

- D'assurer un dispositif de soutien scolaire personnalisé gratuit par exemple chaque enseignant consacre deux heures par semaine pour accompagner les étudiants en difficulté surtout ceux des régions éloignées ;

- De mettre en place un programme de découverte des métiers et des secteurs d'activité (visite des industries, des centres de formation, rencontres des professionnels...) permettant ainsi à l'étudiant se confronter aux réalités du terrain ;

- De multiplier les séances des travaux pratiques notamment dans les cours des sciences physiques et naturelles ;

- De remédier aux problèmes linguistiques : les formations sont toutes proposées en français alors que l'enseignement est arabisé tout au long du parcours scolaire.

3.4. Enseignement supérieur

Concernant l'enseignement supérieur, il est nécessaire :

- D'adopter le système des crédits en attribuant à chaque diplôme un nombre déterminé de crédits ;

- De renforcer la création d'instituts spécialisés surtout ceux relatifs aux métiers de la délocalisation des services (aéronautique, automobile, offshoring...);

- De diversifier les passerelles entre les établissements donnant l'accès à d'autres formations permettant à l'étudiant de multiplier ses choix de carrière et de confirmer son projet professionnel ;

- D'assurer la péréquation entre les établissements qui n'accueillent pas la même population étudiante ni en nombre ni en termes de revenus des étudiants ;

- De revoir le système pédagogique des cours et de penser à l'hybridation des formations « blended-learning » associant apprentissage à distance et présentiel ;

- De réduire le nombre d'étudiants au niveau des amphithéâtres, de prolonger la durée d'activité des professeurs retraités et de recruter les doctorants et les professeurs vacataires pour pouvoir agir à la fois contre la massification effrénée et le sous-effectif professoral ;

- De multiplier les cités universitaires pour les étudiants poursuivant leurs études loin de leur localité d'origine ;

- De créer de bibliothèques et de plateformes électroniques pour toute la population étudiante et en particulier les doctorants-chercheurs ;

- De mettre en place un pôle dédié uniquement à la vie estudiantine assurant l'accueil, l'intégration et l'accompagnement des nouveaux inscrits et le suivi et l'encadrement des anciens étudiants tout au long de la durée des études ;

- De multiplier les partenariats avec les universités internationales et renforcer les programmes d'échanges et le transfert réciproque des connaissances surtout dans le cycle doctoral ;

- D'agir contre les déficits linguistiques au sein de chaque université en créant des centres de formation et de mise à niveau pour les étudiants en difficulté ;

- De faciliter la réussite scolaire des étudiants en situation de handicap ;

- D'assurer une bonne gouvernance territoriale et offrir des formations en parfaite adéquation avec les attentes de l'État, du marché du travail et surtout de la région à laquelle le futur diplômé appartient.

Conclusion

La dynamique initiée par le discours royal du 13 Octobre 2017 implique tous les acteurs concernés à engager un débat autour de ce sujet qui constitue une priorité nationale et qui revêt une grande importance vu son lien étroit avec la richesse globale du Royaume.

Inégalités sociales, pauvreté, chômage, dégradation de la sécurité humaine, défaillance des systèmes de l'éducation et de la santé, croissance économique volatile et non régulière, absence d'une bonne gouvernance, injustice sociale, manque de confiance entre le peuple et les hommes de la politique... Tant de problèmes socio-économiques qui freinent la richesse globale du Royaume et qui nécessitent une intervention urgente afin de reconstruire l'économie nationale, améliorer le niveau de vie de la population et accompagner les transformations sociales du pays, et ce, à partir de ses propres forces internes notamment son propre capital humain.

Conscient de la panne de son modèle de développement actuel, le Maroc trace aujourd'hui sa nouvelle vision à horizon 2035 à travers son nouveau modèle de développement qui place l'Homme au cœur de cette transformation escomptée. Le capital humain devra être l'acteur du progrès économique et social du pays.

Le sujet du modèle de développement concerne tous les Marocains, d'autant plus que l'inflexion de ce Modèle provient d'une Initiative Royale.

Nous sommes toutes et tous responsables des insuffisances et des dysfonctionnements du modèle de développement actuel, nous devons nous mobiliser pour construire le Maroc de Demain le Maroc que Nous Voulons.

Références bibliographiques

- Abdous, K. (2020), « Privatisation de l'éducation au Maroc : Un système d'éducation à plusieurs vitesses et une société polarisée », *Internationale de l'éducation*, p. 7-11.
- Camara, K. (2015), « Bâtir une société du savoir : les enjeux de l'éducation et de la formation en Afrique », *Géo-économie*, vol. 76, n°4, p. 169-181.
- Chafiqi, F., Alagui, A. (2011), « Réforme éducative au Maroc et refonte des curricula dans les disciplines scientifiques », *Carrefours de l'éducation*, vol. 51, n°3, p. 29-50.
- Chambre de la Cour des comptes. (2018), « Rapport relatif à l'évaluation du programme d'urgence », p. 51
- Chambre des représentants du Royaume du Maroc. (1995), « Discours royaux : Le discours de feu Sa Majesté le roi Hassan II à l'occasion de l'ouverture de l'année législative 1995-1996 ».
- Charlot S., (1997), « La relation éducation – croissance : apports théoriques récents et tests empiriques », *LATEC*. n°9703.
- Commission Spéciale sur le Modèle de Développement. (2021), « Le nouveau modèle de développement ».
- Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2017), « Atlas territorial des disparités », p. 15-39.
- Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2018), « L'enseignement supérieur au Maroc, Efficacité, efficience et défis du système universitaire à accès ouvert », p. 55.
- Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2018), « La mise en œuvre de la Charte nationale d'Éducation et de Formation 2000-2013 », p. 103
- Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2019), « Les ménages et l'éducation : perceptions, attentes, aspirations et coûts », p. 31-51.
- Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2018), « Une école de justice sociale, une contribution à la réflexion autour du modèle de développement », p. 6-18.
- Conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. (2015), « Vision Stratégique de la Réforme 2015 – 2030 », p. 16-78.
- Dumartin S. (1997), « Formation-emploi : quelle adéquation ? », *Économie et Statistique* n° 303, p. 59-80.
- Haji, R. (2011), « Éducation, Croissance économique et Développement humain : Le cas du Maroc », *Mémoire de maîtrise en sciences politiques*, Université du Québec - Montréal, p. 37-45.
- Lauwerier, T., Elfert, M., Radhouane, M. et al. (2017), « L'éducation au service du développement. La vision de la Banque mondiale, de l'OCDE et de l'UNESCO », *l'Éducation en débats : analyse comparée*, Vol. 8, p. 43-58.

- Ndoye, M. (2020), « Réformes éducatives : attentes et conduite du changement », *Revue internationale d'éducation Sèvres*, n°83, p. 45-55.
- ONG Oxfam. (2018), « Partager la richesse avec ceux et celles qui la créent ».
- Poirot, J. (2005), « Le rôle de l'éducation dans le développement chez J. Rawls et A. Sen, entre équité et efficacité », *Monde en développement*, n°132, p. 29-38.
- Souali, M., Merrouni, M. (1981), « Question de l'enseignement au Maroc, Chronologie de la politique éducative au Maroc », *Bulletin économique et social du Maroc*, n° 143-146.
- Smith, A. (1776), *La Richesse des Nations*, W. Strahan and t. Cadell.
- Vicens, J. (2005), « L'adéquation formation-emploi », dans Giret, J., Lopez, A., Rose, J. (dir.), *Des formations pour quels emplois ?*, La Découverte, chap.3, p. 149-162.